

LATRIBUNEPLUS

MENSUEL D'INFORMATIONS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO / WWW.LATRIBUNEPLUS.NET / DISPONIBLE A KINSHASA



- Constant Mutamba... (P.12)
- Grace Tshiunza, «pourquoi j'ai choisi..(P.22)
- La Révérende Bénédiction Bibiane....(P.26)
- Félix Tshisekedi à l'ONU... (P.32)

REAGAN SHOLE,

le parcours inspirant d'un jeune ambitieux



Pullman Kinshasa

HOTELS AND RESORTS



Envie de passer une nuit de rêve dans un cadre
luxueux et confortable ?

**Réservez dès maintenant votre chambre au Pullman
Kinshasa et profitez de nos offres spéciales**

Réservation: +243 858 000 111

SOMMAIRE



Reagan Shole, le parcours inspirant d'un jeune ambitieux

6



Gédéon Baleke, la voix émergente pour le développement...

8



Michel Mwika Banza, un candidat engagé pour le destin de la RDC

14



A travers E-proxy, Jésus-Noel Sheke impose sa marque à Kinshasa

28

LATRIBUNE PLUS

Abonnez-vous et bénéficiez des plusieurs pages pour vos annonces, tribunes, publicités à chaque publication du Magazine.

Magazine du Group Latribune, filiale de l'Agence de Communication la Gazelle basée à KINSHASA- RDC
www.latribuneplus.net

DIRECTEUR GENERAL

Dieumerci MATONDO
+243 828769350

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Clément KABOBO

REDACTEUR EN CHEF

Tenplar NGWADI

SECRETAIRE DE REDACTION

Beni BAVILA

REDACTION

Clément Kabobo
Daniel Aloterembi
Dieumerci Matondo
Ben Tshokuta
Mk Champion
Tenplar Ngwadi
Béni Bavila
Elohim Mfinda
Felly Luyindadio

MARKETING

Nathalie MBAYO
+243 810 596 099

**ABONNEZ-VOUS
A LA TRIBUNE PLUS**



Mado MADIYA FIKULA,

Présidente de Never Limit Children Asbl (NLC)
lors de la campagne de sensibilisation à l'autisme dans la ville
de Matadi au Kongo Central du 25 au 28 mai 2023

www.nlcrdc.org info@nlcrdc.org

LA UNE

Reagan Shole,
**le parcours inspirant d'un
jeune ambitieux**



La République démocratique du Congo (RDC) est composée majoritairement de jeunes (68% selon certaines études). Cette jeunesse est, cependant, confrontée à des nombreux défis notamment le manque d'emploi, l'abandon à l'alcool, et au banditisme urbain et rural etc. Peu sont ces jeunes qui s'effraient le chemin tôt et se distinguent de la masse comme Reagan Shole. Il est un jeune passionné par la grandeur et s'engage activement dans le domaine social et économique. Il est l'ambassadeur du Forum Panafricain de la jeunesse en RDC et dirige également la société Construct Hi-Tech Sarl, une entreprise de construction visant à fournir 120 000 maisons à crédit d'ici 2025. En outre, il siège au conseil d'administration de la compagnie aérienne Mam Airlines.

Le parcours de Reagan Shole aurait pu être très différent s'il n'avait pas écouté sa voix intérieure. Malgré ses diplômes en électronique générale et en droit international, il envisageait initialement de suivre une carrière dans les lettres. Cependant, son amour pour le Congo et son désir de contribuer au développement du pays l'ont amené à explorer d'autres domaines, notamment l'entrepreneuriat et le leadership.

Il a obtenu son diplôme d'Etat en électronique générale à l'Institut pédagogique de Lemba, avant de s'envoler pour le Bénin où il sera diplômé en leadership positif et gouvernance de l'Université de Cavadi. C'est ensuite qu'il poursuivra les études en droit international à l'université Libre de Kinshasa. « Ma mère me taquinait en disant comment t'as fait l'électronique et tu veux faire le Droit (...) Je me voyais plus dans la lettre que dans la technique », nous a-t-il relaté.

L'engagement citoyen et politique

Citoyen engagé, Reagan Shole a joué un rôle actif en tant que coordinateur national du mouvement « On a que le Congo ». Ses dénonciations pour l'intérêt national lui ont valu plusieurs arrestations, mais cela n'a pas entamé sa motivation à agir pour le bien de son pays. Il a finalement décidé de s'engager activement en politique en rejoignant le parti politique « Cause Commune », où il sera nommé peu de temps après président national de la ligue des jeunes. Il a dit être motivé, en prenant cette décision, par son ultime souci de participer à la réduction de niveau de pauvreté des communautés au travers l'entrepreneuriat des jeunes, qui selon lui, devra aboutir à la création des richesses et de la classe moyenne congolaise d'une part, et de changer la mentalité de l'homme congolais, d'autre part. « Il ne suffit pas de marcher dans la rue, il faudra aussi siéger là où les décisions se prennent ». Pour lui, l'éclosion de nouvelles énergies avec un nouveau noyau des jeunes leaders est

une nécessité pour le développement de la nation congolaise en particulier et de l'Afrique en général.

Interrogé sur les stratégies qu'il compte déployer pour la création d'une classe moyenne, il fait remarquer qu'il croit en l'action pragmatique plutôt qu'en l'idéalisme, mettant l'accent sur le travail concret plutôt que sur les paroles vides. Il cite l'exemple de la Chine et de Dubaï, qui ont réalisé des progrès remarquables grâce à une approche axée sur l'action et le travail acharné. « Je suis de l'école où je ne mets pas avant la théorie. Je ne mets pas mes plans avant. Je suis de l'école où je travaille d'abord selon ce que je sais et le résultat va parler et expliquer mes plans. La Chine n'a pas parlé, la Chine s'est mise à bosser, Dubaï n'a pas parlé, et vous voyez aujourd'hui il est ce qu'il est », dit-il avant de poursuivre que : « Déjà tout ce que j'ai réalisé, je l'ai réalisé en silence, j'ai fait moins objet des médias. Aujourd'hui je dirige beaucoup de boîtes avec mon âge, c'est presque impossible pour beaucoup de jeunes, c'est presque la magie ».

Philanthrope et symbole de motivation

Reagan Shole porte en lui l'idéologie de ceux qui croient qu'il ne faut pas attendre avoir des millions pour aider les plus démunis. En tant que philanthrope, il est profondément engagé dans les actions caritatives. Il a fondé le Centre d'Aide Sociale (CAS) dans les villes de Mbuji mayi, Tshikapa et Mbandaka, offrant une assistance gratuite aux ménages dans le besoin. Il a également construit une école moderne financée sur ses propres fonds, permettant aux élèves d'étudier gratuitement et en fournissant des emplois aux enseignants. « Je prends chaque année au moins 100 élèves en charge, je suis également le directeur national du centre d'aide sociale « CAS » qui compte plus de 8000 ménages à l'échelle nationale où nous prenons les familles en charge dans l'assistance alimentaire, scolaire, sanitaire voire de micro financement », indique-t-il.

Réputé être de l'école de Henry Muzavu et Claude Ibalanky, Shole est devenu un symbole de motivation pour de nombreux jeunes en RDC. Il s'inspire également de figures internationales telles que le Sénégalais Thione Niang et le défunt Sindika Dokolo, qui représentent pour lui le courage, la ténacité et la détermination nécessaires pour atteindre ses objectifs par le mérite. Sa mère l'a toujours encouragé avec une phrase qui est devenue sa source de motivation : « Il faut se battre pour ses objectifs, car il n'y a qu'une seule chose qui tombe du ciel, c'est la pluie ». Cette maxime l'encourage à persévérer malgré les échecs et à se donner à fond pour réussir. « Peu importe les échecs que je peux trouver dans la vie, grâce à cette phrase, je deviens dix fois

plus engagé, dix fois plus motivé à réussir », affirme-t-il, tout en invitant les jeunes à fournir plus d'effort en vue d'atteindre le succès : « Les jeunes doivent se fixer les objectifs et savoir que la seule chose qui tombe du ciel, c'est la pluie. Ils doivent sortir de leur zone de confort et aller défier le monde. Ils doivent comprendre que le succès ne sera jamais un cadeau et que la seule manière d'échouer est d'abandonner avant la réussite. Les jeunes doivent prendre le courage d'écrire l'histoire de leur vie avec l'encre du courage sinon personne ne le fera à leur place ».

En ce qui concerne la gestion de son temps entre ses nombreuses tâches et responsabilités, Shole souligne l'importance du travail d'équipe. Il considère la force de celui qui s'engage dans la collaboration et encourage les jeunes à se soutenir mutuellement pour aller plus loin. Pour lui, travailler en équipe permet d'accomplir davantage et d'obtenir de meilleurs résultats. « La force d'un engagé, c'est le travail en équipe ».

En tant que co-fondateur et coordonnateur du réseau « Les Bâtisseurs », Shole est impliqué dans des efforts de mobilisation et de structuration des jeunes africains autour des enjeux de développement durable. Ce réseau vise à réunir des représentants de la jeunesse africaine dans une dynamique commune, rassemblant chercheurs, étudiants, chefs d'entreprises, décideurs politiques, acteurs de la société civile, artistes et sportifs. Le lancement officiel du réseau au Sultani Hôtel en avril 2023 a été un succès, réunissant 14 délégations venues de plusieurs pays africains. Cela témoigne de l'influence grandissante de Reagan Shole et des Bâtisseurs sur la scène continentale.

En somme, Reagan Shole est un véritable exemple de leadership positif et d'engagement envers le développement durable en RDC. Son travail philanthropique, son leadership inspirant et son implication au sein du réseau des Bâtisseurs témoignent de sa détermination à promouvoir le changement et à mobiliser la jeunesse africaine pour bâtir un avenir meilleur.

Son parcours et ses réalisations témoignent également de sa diligence, de sa détermination et de sa passion pour le développement de son pays et de sa jeunesse. Reagan Shole inspire les autres par sa croyance en la possibilité de faire une différence, même avec des ressources limitées, et incite les jeunes à canaliser leurs aspirations en actions concrètes pour un avenir meilleur.

Ben TSHOKUTA

POLITIQUE



Gédéon Baleke, la voix émergente pour la bonne gouvernance en RDC

Gédéon Baleke, un jeune congolais passionné par la bonne gouvernance et la justice sociale en République Démocratique du Congo, est devenu une figure notable au sein des institutions internationales et régionales. Originaire de l'Est de la RDC, une région marquée par les conflits armés et l'insécurité, Gédéon a été poussé à s'engager activement en faveur des populations marginalisées.

Sur le plan académique, Gédéon a obtenu une licence en Relations Internationales au Kenya, ainsi qu'une maîtrise en Security Studies, development and diplomacy. Il a également suivi des formations de renom, notamment un certificat en développement et leadership du prestigieux programme Aspire Institute à l'université de Harvard à Boston, aux États-Unis, ainsi qu'un certificat en American Foreign Policy de Hillsdale College, également aux États-Unis.

Bien qu'il ne se considère pas comme un politicien, Gédéon se décrit comme un politologue passionné par la bonne gouvernance et le développement inclusif des sociétés. Il se considère plutôt comme un produit de l'éveil patriotique et un adepte de la révolution. Selon lui, il est essentiel d'offrir au peuple congolais l'opportunité de développer son potentiel et de s'autodéterminer afin de construire une nation dont chaque individu rêve pour son pays.

Interrogé sur son opinion concernant la classe politique congolaise, Gédéon est critique. Il estime que la classe politique privilégie l'intérêt personnel et les privilèges au détriment de l'intérêt général. Selon lui, cela entraîne l'incompétence administrative, la corruption, le détournement de fonds publics et le maintien de la population dans un état d'analphabétisme afin de mieux contrôler et limiter son désir de liberté et de révolte. Il déplore également l'absence de vision politique à long terme et le manque de responsabilisation des citoyens. Gédéon considère que le Congo est plongé dans une crise humaine, morale, économique, sociale, sécuritaire et politique, et que l'État de droit reste un vœu pieux.



« L'État de droit reste un vœu pieux, les règles de droit inexistantes, c'est la beuverie d'une économie illégale, criminelle et informelle qui règne dans une mare où se mêlent la corruption, la fraude fiscale, l'impunité, la mauvaise gouvernance et les diverses mafias. Au comble de tout, l'individualisme a entraîné l'aggravation des inégalités, la précarité, la déloyauté, la dégradation du monde du travail et la dilapidation du bien et de l'intérêt commun. Réfléchissent-ils lorsqu'ils engagent la nation pour servir leurs intérêts personnels ? », a-t-il déclaré.

Mugisho Baleke Gedeon, connu sous le surnom de MGB, est un philanthrope engagé dans des activités caritatives en République démocratique du Congo (RDC).

« Je suis chrétien et je crois fermement qu'être au service des autres est la mission primordiale de notre existence. C'est cette fondation qui me pousse toujours vers la charité, le partage et la compassion », a-t-il dit.

Son travail vise à soutenir les communautés locales et à autonomiser les femmes à travers des projets agricoles dans le territoire de Masisi, situé dans la province du Nord-Kivu. En plus de cela, Gedeon est à la tête de l'organisation Congolese Young Leaders, qui travaille à la promotion des jeunes Congolais et à la réalisation des objectifs du développement durable définis par l'Agenda 2030 des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

« J'ai également initié Congolese Young Leaders, une organisation qui œuvre pour la promotion de la jeunesse congolaise. Avec Congolese Young Leaders, nous misons sur les actes posés en ce qui

conserve l'agenda de 2030 et 2063 respectivement celui du développement durable de l'ONU et celui de l'union Africaine », a fait savoir Gédéon Baleke. En tant que chrétien, Gedeon est guidé par une conviction profonde en la capacité de servir les autres. Il croit en la charité, le partage et la compassion, qui sont les principes fondamentaux de son engagement philanthropique. Son objectif n'est pas seulement de fournir une assistance matérielle, mais aussi d'inspirer les jeunes Congolais à s'impliquer et à devenir des acteurs du changement dans leur pays.

La vision de Gedeon Baleke pour l'avenir de la RDC est empreinte d'espoir et de détermination. Il souhaite voir son peuple vivre avec dignité et assurance, en progressant collectivement vers un avenir meilleur.

« Ma vision est de voir mon peuple vivre dans la dignité, l'assurance dans une projection vers un progrès collectif », a-t-il dit.

Il constate que la classe politique congolaise actuelle est inefficace et incapable de diriger le pays. Il souligne également le manque de véritables hommes d'État et de politiciens compétents au Congo, ainsi que la nécessité de réformes profondes dans les secteurs de l'éducation, de la culture, de la politique et de l'économie.

Gedeon Baleke met l'accent sur l'importance de mobiliser les jeunes Congolais et de les impliquer activement dans la gouvernance politique. Il croit fermement que seul un leadership éclairé et dynamique peut permettre une véritable transformation de la société congolaise. Son organisation, Congolese Young Leaders, cherche à créer une société durable en s'appuyant sur les

forces de la jeunesse et en répondant aux défis du pays conformément à l'Agenda 2030 et à l'Agenda 2063.

En ce qui concerne la guerre persistante dans l'est de la RDC, Gedeon exprime sa profonde tristesse et sa préoccupation face à la tragédie que vivent les populations de cette région depuis plus de deux décennies. Il souligne l'inefficacité des autorités publiques à résoudre les problèmes de sécurité dans l'est du pays, laissant la population piégée dans un cycle de pauvreté, de violence et de sous-développement. En tant que fils de la région, Gedeon connaît bien les souffrances endurées par les habitants de l'est de la RDC, et il est déterminé à contribuer à trouver des solutions durables pour garantir la paix et le développement dans cette partie du pays.

Mugisho Baleke Gedeon incarne une nouvelle génération de leaders congolais qui sont prêts à briser le cercle vicieux de la stagnation politique et du sous-développement. À travers ses activités philanthropiques et son travail au sein de Congolese Young Leaders, il aspire à voir une RDC florissante, guidée par des valeurs d'intégrité, d'équité et de solidarité. En mettant l'accent sur le potentiel des jeunes et en s'appuyant sur une mobilisation collective, Gedeon cherche à donner aux Congolais l'espoir d'un avenir meilleur.

S. TenplarNGWADI

CONSTANT MUTAMBA,

*« le jeune révolté qui
porte le combat de
toute une génération »*



Constant Mutamba est un leader politique congolais et le chef de la Dynamique Progressiste révolutionnaire (DYPRO). Il se présente comme le porte-parole d'une génération révoltée et se dit déterminé à mettre fin à l'insécurité qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), principalement due à des groupes rebelles tels que le M23 soutenu par le Rwanda.

Il a déposé, samedi 09 septembre, sa candidature pour les prochaines élections présidentielles et, devant la presse, il n'a pas hésité à dévoiler son intention de s'opposer à l'influence de Paul Kagame, président du Rwanda, qui instrumentalise les groupes armés dans la région. Il a déclaré que sa priorité, s'il était élu président de la RDC, serait de faire arrêter Paul Kagame.

« Nous voulons rompre avec l'insécurité dans l'Est du pays. Une fois élu président de la République, notre priorité sera de faire arrêter Monsieur Paul Kagame. Nous allons faire la guerre au Rwanda et nous l'annexerons comme la 27^e province de notre pays », a-t-il affirmé.

Quelques temps après le dépôt de sa candidature, il s'est entretenu avec la chef adjointe de la mission diplomatique belge. Là encore, il a réitéré sa position de faire arrêter Paul Kagame une fois élu président de la République.

Cependant, certaines critiques ont émergé à son égard. Certains acteurs politiques et sociaux l'accusent d'être la voix d'un autre leader politique, soit Joseph Kabila, soit Félix Tshisekedi, ou encore de servir les intérêts du Rwanda qu'il prétend combattre. Constant Mutamba affirme quant à lui être simplement un jeune révolté porteur du combat du peuple congolais, en particulier de sa génération. « Effrayés par la mobilisation totale de la jeunesse autour de ma candidature, des détracteurs m'étiquent tantôt candidat de Kabila, tantôt de Tshisekedi, tantôt du Rwanda... Qui suis-je alors ? Simplement un jeune révolté qui porte le combat d'une génération », dit-il dans un message écrit sur son compte Twitter.

L'âge de la révolution

Constant Mutamba compte sur son jeune âge (35 ans) pour atteindre son objectif d'arrêter le président d'un autre État. « c'est l'âge de révolution », fait-il savoir, tout en se prenant pour « David qui fera tomber certainement Goliath ». Il mentionne également sa connaissance du Rwanda et affirme que s'il ne comprend pas que la RDC doit être laissée tranquille, une guerre sans merci sera menée contre le Rwanda et ce pays sera annexé comme la 27^e province de la RDC, à l'instar de Poutine avec la Crimée. « J'ai grandi à l'Est, je connais les Rwandais, je connais leur mudus operandi, nous allons nous exercer à mettre la main sur Kagame. Et si les autorités rwandaises ne comprennent pas qu'ils doivent laisser la RDC tranquille, nous allons mener la guerre sans merci au Rwanda et nous l'annexerons certainement comme 27^e province de notre pays comme Poutine l'a fait avec la Crimée », a-t-il signifié dans une émission sur la radio Top Congo mardi 12 septembre.

En plus de l'annexion du Rwanda et de l'arrestation de Kagame, Mutamba espère par son combat renouveler la classe politique congolaise. Il critique le fait que les mêmes familles et les mêmes idées gouvernent le pays depuis plus de 60 ans. Il souhaite booster la participation des jeunes en politique, demander aux oligarques de se retirer de la politique et construire une prison spéciale pour les détournements de fonds publics.

« Ce sont les mêmes familles, les mêmes noms, les mêmes idées qui gouvernent la République depuis plus de 60 ans. Le peuple est fatigué de tout ça et a plus que jamais envie du nouveau visage, de nouveau projet, de nouvelle dynamique qui impulse réellement le changement dans le pays », renchérit le jeune candidat à la présidentielle, avant d'ajouter que pour y arriver, « nous allons booster les jeunes à entrer dans la gouvernance politique. Nous ferons comme Poutine, nous allons demander aux oligarques de se retirer de la politique et celui qui ne va pas le faire, sa place sera en prison

(...) Nous allons construire une prison spéciale pour les détournements de fonds publics ».

Une candidature portée par la jeunesse

Signalons que la caution pour la candidature de Constant Mutamba à la présidentielle, et des autres membres de son parti aux législatives a été prise en charge, au moyen d'une contribution, par des militants de DYPRO et de « beaucoup d'autres jeunes qui ont cru » en la vision de ce parti politique.

Il est encourageant de constater que les jeunes s'investissent activement dans la politique et soutiennent les candidats en qui ils croient. Le soutien financier et moral apporté par ces jeunes militants est un exemple de leur engagement en faveur du changement et de leur désir de voir des voix nouvelles et novatrices émerger sur la scène politique congolaise.

La prise en charge de la caution des candidats de DYPRO pour les élections présidentielles et législatives montre à quel point le soutien populaire peut jouer un rôle crucial dans le processus démocratique. Cela témoigne également de la confiance accordée à Constant Mutamba et à son parti pour représenter les aspirations et les intérêts des jeunes et du peuple congolais dans ces élections. Il reste maintenant à voir comment cette participation dynamique se traduira lors des élections et comment les électeurs congolais réagiront à la candidature de Constant Mutamba et du parti DYPRO. Ces développements promettent d'apporter de nouvelles perspectives et de stimuler le débat politique dans la vie démocratique de la République Démocratique du Congo.

Ben TSHOKUTA

POLITIQUE



MICHEL MWIKA BANZA, UN CANDIDAT ENGAGÉ POUR LE DESTIN DE LA RDC

Dans une lettre ouverte adressée aux anciens et actuels présidents des étudiants de la République Démocratique du Congo (RDC), Michel Mwika Banza annonce officiellement sa candidature à la magistrature suprême. Il sollicite leur soutien et leur assistance pour faire face aux défis majeurs inhérents à cette ambitieuse entreprise.

Le 17 septembre 2023, Michel Mwika Banza a pris la décision de se présenter en tant que candidat indépendant à l'élection présidentielle du 20 décembre 2023, dans le but de guider le peuple congolais, en particulier la jeunesse, vers une reprise en main de son destin, symbolisée par le slogan « Reprendre son Destin en Mains » (RDC'M).

Le pays, selon Mwika Banza, traverse une période critique et risque de décevoir les générations futures si des mesures adéquates ne sont pas prises, en particulier par la jeunesse et les jeunes leaders comme eux. Il rappelle l'engagement et le sacrifice de figures emblématiques comme Lumumba et ses compagnons, qui, tout comme les jeunes d'aujourd'hui, se sont battus pour acquérir la souveraineté du pays.

« Comme vous le savez tous, notre pays va dans la mauvaise direction

et si rien n'est fait, surtout par la jeunesse et les jeunes leaders que nous sommes, nous risquons de paraître pour des traitres aux yeux des générations futures », dit-il.

Dans le cadre de son projet de société RDC'M, Michel Mwika Banza propose trois axes prioritaires. Tout d'abord, il aspire à instaurer la souveraineté alimentaire pour le peuple congolais, afin de réduire la dépendance à l'égard des importations et de promouvoir l'autosuffisance agricole. Ensuite, il souhaite lutter contre la balkanisation administrative, en renforçant la cohésion territoriale et l'unité nationale. Enfin, il s'engage à entreprendre des réformes dans les domaines de l'éducation et de la santé, qui sont essentiels pour permettre à la nation congolaise de se redresser et de devenir un moteur de développement en Afrique.

« Aujourd'hui, avec l'aide de Dieu et de tous, j'entends à travers les trois axes prioritaires de mon projet de société RDC'M offrir la Souveraineté alimentaire à notre peuple, lutter contre la balkanisation administrative et engager les réformes de l'Éducation et de la Santé afin de permettre à notre nation de se relever et de devenir la gâchette de l'Afrique », lit-on dans cette lettre.

Michel Mwika Banza souligne que c'est grâce à la force de l'unité,

à la puissance de leurs idées et à la mobilisation de la jeunesse congolaise que le destin de la RDC pourra être repris en main. Il appelle à la solidarité, à la créativité et à la mobilisation de tous les jeunes leaders pour faire face aux défis du pays.

Le jeune candidat à la prochaine présidentielle exprime, par ailleurs, ses meilleurs sentiments à l'ensemble des collègues leaders, et invoque les bénédictions divines dans la lutte collective pour un avenir meilleur.

Michel Mwika Banza incarne l'espoir d'une jeunesse engagée et déterminée à œuvrer pour le progrès de la RDC. Sa candidature indépendante marque sa volonté de prendre en main le destin de son pays et d'apporter des changements significatifs afin d'établir une RDC souveraine, dynamique et prospère.

Ben TSHOKUTA

Quand *Aristote Ngarime* s'interroge sur la constance politique de Martin Fayulu

À deux mois des élections en RDC, le dépôt de candidature de l'opposant congolais Martin Fayulu pour l'élection présidentielle suscite des interrogations parmi plusieurs congolais. Un cadre du PPRD, le parti de l'ancien président Joseph Kabila, remet en question la constance politique du leader de la coalition « Lamuka ».

Cette réflexion émane d'Aristote Ngarime, secrétaire national adjoint chargé de la communication et des médias du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD). Selon lui, Martin Fayulu ne peut déposer sa candidature que si ses revendications ont été satisfaites par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), notamment celle d'un audit du fichier électoral par un organisme international fiable.

Mais comment comprendre que le leader du parti Ecidé, Martin Fayulu, qui accuse le président de la CENI d'être au service du Chef de l'État Félix Tshisekedi en vue de préparer un nouveau hold-up électoral et une autre tricherie, pourrait probablement déposer sa candidature ? Selon ce cadre du PPRD, Martin Fayulu souffre d'un manque de constance politique. Il se demande ce qui a réellement changé pour que l'opposant Fayulu envisage de déposer sa candidature alors que ses préoccupations soulevées auprès de la CENI n'ont pas été résolues.

« Dans l'hypothèse où Martin Fayulu dépose sa candidature, il doit expliquer aux gens ce qui a réellement changé pour qu'il se présente, mais aussi considérer, par exemple, s'il est élu président de la République, avec quelle majorité il gouvernera le pays au Parlement,

puisque les membres de son parti n'ont pas déposé leur candidature aux élections législatives, en respectant son mot d'ordre », a interrogé ce proche de Joseph Kabila.

Il est également à noter que si Martin Fayulu dépose sa candidature, cela signifie qu'il a crédibilisé et validé la CENI qu'il a souvent critiquée, et donc il est en contradiction avec ses propres convictions, selon Aristote Ngarime.

Fayulu plane dans l'incertitude, mais des indices se dégagent

Alors que la population attendait une prise de position claire pour dissiper l'incertitude, l'opposant Martin Fayulu ne s'est pas encore prononcé de manière certaine sur le dépôt de sa candidature pour l'élection présidentielle prévue en décembre selon le calendrier électoral de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Cependant, lors de son adresse du lundi 25 septembre à l'hôtel Faden House, deux indices ont été dégagés qui pourraient donner des pistes sur sa décision.

Dans sa déclaration, Fayulu a fait référence aux appels qui lui ont été lancés par la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), l'Église du Christ au Congo (ECC) et le Peuple. Si tel est le cas, ce candidat déclaré à l'élection présidentielle pourrait déposer sa candidature, car lors d'une émission, le secrétaire général de la CENCO avait invité le président de l'Ecidé à revenir dans le processus électoral et lui avait promis la surveillance efficace de l'Église catholique lors de ces échéances

électorales.

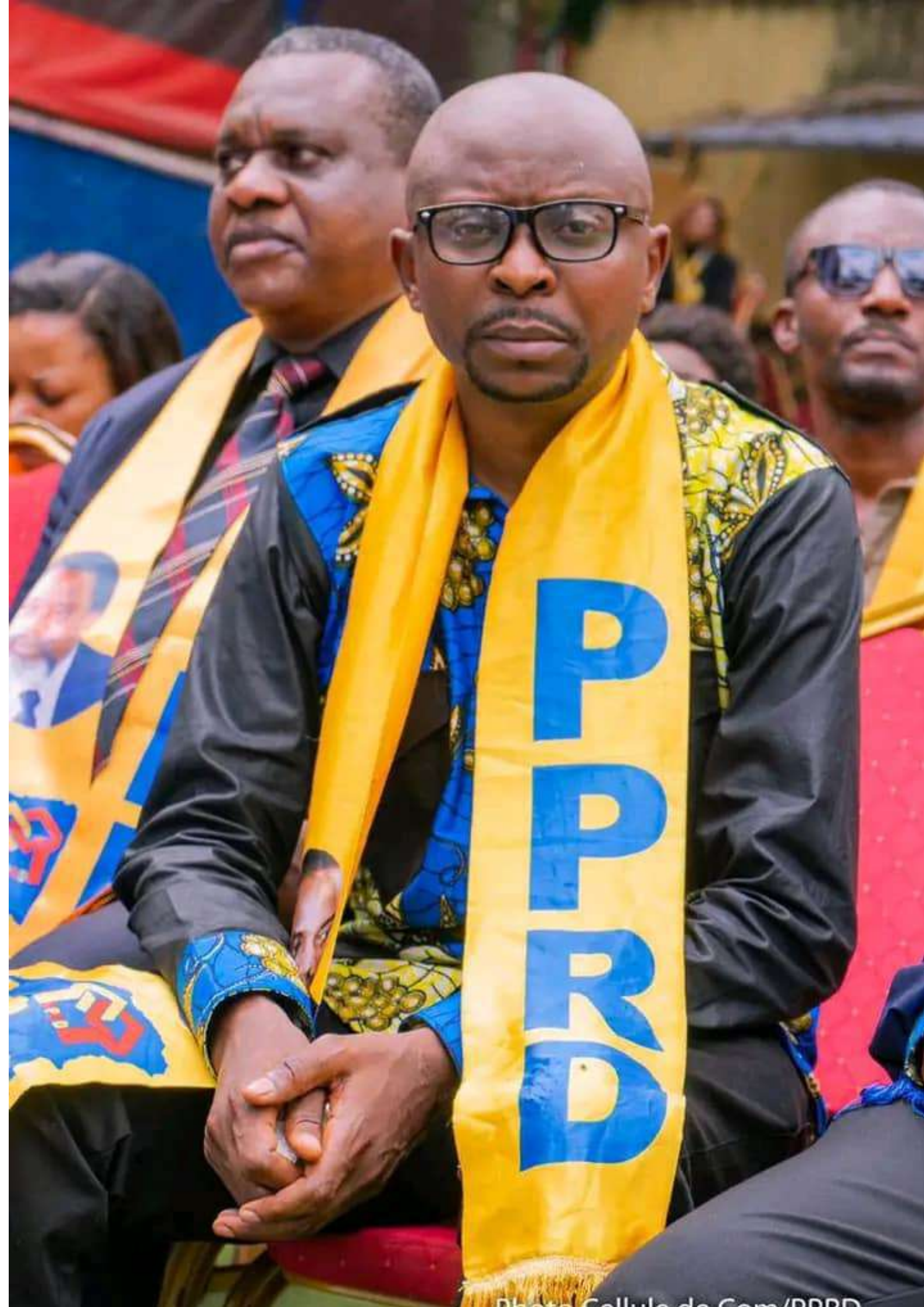
Le 11 juillet 2023, l'opposant Martin FayuluMadidi avait prêté serment de ne pas décevoir les populations qui comptent sur lui et avait réitéré que « le boycott des élections n'était pas dans leur vocabulaire politique ».

« Lorsque vous, les médias, avez mal interprété le message à la population, en disant que Martin Fayulu ne participera pas aux élections, j'ai reçu de nombreux appels et messages de personnes à travers tout le pays. Vous avez fait pleurer cette population qui compte sur moi, à Béni, Rutshuru, Masisi, partout. Ils m'ont demandé pourquoi je voulais faire cela. Je leur ai répondu que les médias vous avaient mal informés, Martin Fayulu ne boycottera pas les élections, je connais vos souffrances », déclarait-il.

Martin Fayulu, en se basant sur les deux demandes mentionnées précédemment, pourrait très probablement déposer sa candidature avant la clôture des dépôts prévue pour l'élection présidentielle le 8 octobre, selon le calendrier de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

D'un autre côté, le FCC de Joseph Kabila maintient sa position selon laquelle aucune candidature ne sera déposée à tous les niveaux si le bureau de la CENI n'est pas recomposé. Le FCC exige que le bureau de la commission électorale compte également des membres de l'opposition et demande également la reconstitution des membres de la Cour constitutionnelle, alléguant qu'ils sont proches du président Tshisekedi.

Béni BAVILA



Nera Chanera Kanyinda,

le visionnaire de l'émergence et du changement transformationnel

Nera Chanera Kanyinda Ka-Muabi est un homme engagé dans le domaine de la psychologie sociale, des organisations et des droits de l'homme en République démocratique du Congo. Il est chercheur, consultant, formateur, conférencier et coach psychosocial. En tant que fondateur et directeur exécutif de « Neralisme Consulting pour le Développement », une organisation spécialisée dans la consultance, les études, le renforcement des capacités et le soutien psychologique, Nera Chanera s'est investi dans diverses activités liées au développement et à la prise en charge psychologique des individus et des communautés.

Monsieur Kanyinda est également impliqué dans plusieurs organisations de la société civile en RDC. Il est membre du mouvement citoyen ECCHA-RDC, de l'organisation Human Right Academia, du NICS-HR et de la Synergie des Psychologues Congolais, dont il a l'honneur de coordonner et de présider. Il occupe également le poste de secrétaire général adjoint du mouvement des jeunes pour l'entrepreneuriat stratégique (MOJES) et est psychologue et cadre de l'organisation Ma Voisine. Il travaille également en tant que consultant au sein de plusieurs autres organisations.

Sur le plan académique, NeraChaneraKanyinda Ka-Muabi a obtenu un diplôme d'études primaires en 2004 à Elimo-Santu, suivi d'un diplôme d'État en pédagogie générale en 2012 à Saint-Éric Institut. En 2015, il a obtenu une licence en psychologie à l'Université de Kinshasa, puis a poursuivi ses études pour obtenir une licence en psychologie sociale et des organisations à la même université en 2019. Il a également suivi de nombreuses formations dans des domaines tels que le développement, le changement des comportements, la prise en charge psychologique, l'intervention psychosociale, la gestion de projets, la planification stratégique, le lobbying, le plaidoyer, le leadership, les droits de l'homme et le profilage. De plus, il est académicien en droits de l'homme formé

par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Interrogé sur la classe politique congolaise, NeraChanera partage son opinion sur la médiocrité de la classe politique, bien qu'il reconnaisse également l'existence de certains acteurs politiques excellents. Il constate que beaucoup de dirigeants ne se soucient que d'eux-mêmes et ne pensent qu'à s'enrichir personnellement.

« La classe politique congolaise est généralement médiocre bien qu'il y a des acteurs politiques excellents qui se démarquent. La déchéance morale se rapporte au fait que les dirigeants vivent seulement pour soi et ne s'inquiètent de sa communauté, c'est pour autant que les agents de l'État à quelque niveau que ce soit tendent à se servir que de servir, la politique est transformée en moyen-fin d'enrichissement personnel, les jeunes se vouent à la délinquance et les églises se prolifèrent dans la même optique », a l'activiste congolais NeraKanyinda.

De plus, il souligne les problèmes liés à l'enseignement inefficace, à l'impunité et à l'influence négative des mauvaises fréquentations sur les jeunes congolais. Selon lui, ces facteurs contribuent à la mauvaise mentalité et aux comportements inappropriés des gouvernants dans la gestion des affaires publiques.

En tant que philanthrope, NeraChanera a réalisé diverses activités visant à soutenir et à aider les autres. Malheureusement, les éléments fournis ne donnent pas de détails précis sur les actions philanthropiques spécifiques qu'il a entreprises jusqu'à présent. Cependant, il est clair que son engagement dans le domaine de la psychologie sociale et des droits de l'homme témoigne de sa volonté de contribuer au bien-être et au développement de la société congolaise.

« J'assume premièrement et bénévolement le contrôle citoyen et la participation citoyenne pour s'assurer que les gouvernants agissent

de manière responsable. Je défends et promets les droits de l'homme. Au-delà, j'accompagne et encadre les jeunes pour promouvoir leur épanouissement et leur digne participation au processus du développement du pays », a-t-il indiqué.

NeraChaneraKanyinda Ka-Muabi, connu pour son travail dans le domaine de la psychologie sociale, des organisations et des droits de l'homme en RDC, partage sa préférence pour être appelé par son nom ou par ses titres professionnels plutôt que par un surnom. Il estime que cela correspond davantage à une reconnaissance de son statut social et professionnel.

Sa vision pour le Congo de demain repose sur le développement de la RDC à travers un leadership et un changement transformationnel basés sur le changement des narratives mentales. Il défend la nécessité fondamentale de la psychologie pour réguler les comportements sociaux, culturels, professionnels, organisationnels, politiques et modes de vie en République démocratique du Congo. Pour lui, la santé mentale, le changement transformationnel et le développement global sont au cœur de la vie d'un citoyen responsable et utile à la société.

Dans cette optique, NeraChanera aspire à ce que les citoyens congolais acquièrent un ensemble de compétences pratiques pour leur développement personnel et contribuent ainsi à une société véritablement humaine. Il encourage les élites, les cadres et les dirigeants du pays à toujours se référer à leur conscience profonde, à l'éthique, aux valeurs et aux vertus avant de prendre des décisions ou d'agir. Il souhaite également que l'éthique, la responsabilité, les valeurs, la dignité et le leadership soient au cœur des conversations et des actions de chaque Congolais.

En tant que défenseur des droits de l'homme et psychologue, NeraChanera met l'accent sur l'élimination des antivaleurs dans les pratiques congolaises, promouvant ainsi des valeurs positives et des comportements éthiques. Il attache également une grande

importance à la promotion de la santé mentale sous tous ses aspects.

Ainsi, à travers ses actions et ses engagements, NeraChanera poursuit ces objectifs ambitieux : promouvoir des leaders intègres et responsables, bannir les antivaleurs, encourager la réflexion stratégique dans toutes les facettes de la vie congolaise et promouvoir la santé mentale pour le bien-être de tous.

NeraChaneraKanyinda Ka-Muabi gagne sa vie en tant qu'employé dans une entreprise privée, tout en conciliant ses activités d'entrepreneur. Il travaille également en dehors de son engagement dans la société civile, mettant en œuvre ses compétences et son expertise dans divers domaines.

En ce qui concerne ses ambitions politiques, il aspire à diriger le pays en tant que président de la République et à occuper des responsabilités publiques qui lui permettront de contribuer de manière significative à une bonne gouvernance.

« J'ai forcément des ambitions politiques, notamment diriger notre pays comme Président de la République et même assumer des responsabilités publiques qui peuvent me permettre de contribuer significativement à la bonne gouvernance », a-t-il fait savoir.

Cependant, il choisira le moment opportun pour se lancer pleinement en politique, en incarnant les principes du leadership et du changement transformationnel.

Face à la guerre persistante dans l'est de la RDC, NeraChanera exprime toute sa compassion envers les compatriotes victimes de ce conflit. Il souligne l'importance d'actions adéquates de la part du gouvernement congolais et de la communauté internationale pour rétablir la paix de manière définitive.

S'adressant à la jeunesse congolaise, il encourage la prise de conscience collective de la nécessité d'un changement transformationnel. Il invite les jeunes à participer pleinement à la gestion du pays en pratiquant le contrôle citoyen et la participation citoyenne. Il souligne également l'importance pour les jeunes de se comporter selon des idéaux vertueux et de contribuer au développement de leurs communautés. Il les invite à adhérer à sa vision de l'influence idéalisée du leadership et du changement transformationnel.

NeraChaneraKanyinda Ka-Muabi, un homme engagé qui combine son travail dans le secteur privé avec ses activités en tant qu'entrepreneur et membre actif de la société civile.



S. TenplarNGWADI

Retrait de la Monusco

L'opposition congolaise tient tête à la décision du gouvernement

La décision du gouvernement congolais de faire partir les éléments des casques bleus de son territoire continue à susciter de vives réactions à travers la République démocratique du Congo (RDC). Alors que la majorité congolaise souhaite un départ « accéléré » de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), l'opposition qualifie cette décision d'« injuste » dans un contexte où tous les regards des congolais sont tournés vers les élections prévues pour décembre de cette année.

Suite à cette annonce du gouvernement, le parti de l'opposant Moïse Katumbi, Ensemble pour la République, estime que le pouvoir du Président Félix Tshisekedi veut se débarrasser d'un témoin gênant alors que des crimes et des violations des droits de l'homme sont attribués au régime. Le secrétaire général de l'Ensemble pour la République, Dieudonné Bolengetenge, déclare : « Tant que ce sont des groupes

armés qui commettent des massacres, on peut encore dire qu'il s'agit de hors-la-loi. Cependant, la nouvelle garde républicaine commence également à massacrer des populations civiles en plein jour. Dans ce contexte, le départ de la MONUSCO comporte des risques d'aggraver la situation. La demande du gouvernement semble être une quête d'espace pour perpétrer des massacres à huis clos, afin qu'il n'y ait aucun témoin. Ce que nous avons vécu à Goma récemment est indescriptible, innommable. Sans la présence de la MONUSCO, les choses pourraient s'aggraver, il n'y aurait même plus de témoins. Selon nous, la MONUSCO devrait rester avec nous. Peut-être après les élections, elle n'aura plus de raison d'être. Nous estimons qu'il y aura un pouvoir plus légitime, qui assumera ses responsabilités. Ce n'est pas le moment. La preuve en est que nous avons demandé la protection de la MONUSCO pour tous nos leaders qui sont candidats à l'élection présidentielle », a déclaré

Dieudonné Bolengetenge lors d'une conférence de presse à Kinshasa.

Certains partis de l'opposition estiment que remettre en question la présence de la MONUSCO sans proposer d'alternatives viables pourrait mettre en danger la sécurité des populations dans les zones touchées par les conflits. Ces partis pensent que la volonté de tricher préparée par le régime Tshisekedi nécessite un départ accéléré des casques bleus du sol congolais.

La pression de Kinshasa pour chasser la MONUSCO

Après avoir annoncé le retrait « accéléré » de la MONUSCO quelques jours après la répression sanglante à Goma, au cours de laquelle une cinquantaine de manifestants exigeant le départ de la mission de l'ONU en RDC ont été tués, Kinshasa continue d'exercer une pression. Dans une interview accordée à RFI, le vice-Premier ministre et ministre

des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala, réaffirme l'option d'un « retrait échelonné, responsable et durable ».

« Je ne pense pas qu'il y ait d'impatience. Comme le constate avec beaucoup de sincérité le secrétaire général des Nations unies, la situation ne cesse de se détériorer. La tension ne diminue pas, particulièrement dans le Nord-Kivu. Environ quatre millions de Congolais sont actuellement déplacés de force. Comme le souligne également le secrétaire général lui-même, la MONUSCO a montré ses limites, à la fois dans le fond et dans la forme, au cours des 25 dernières années. Nous avons donc estimé qu'il était absolument nécessaire d'accélérer le retrait. Cela ne signifie pas le précipiter, il n'y a pas de précipitation, mais il ne faut pas non

plus retarder inutilement le retrait, au détriment du peuple congolais, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC ».

Le Chef de la diplomatie a également recadré l'opposition congolaise en qualifiant leurs interventions de « bluff ». Il a affirmé que l'opposition ignore délibérément que le gouvernement a déjà prévu un plan de transition dans la programmation du retrait de la MONUSCO. Parmi les piliers prioritaires de ce plan, on retrouve la sécurité des populations et le processus électoral, tant en matière de sécurité que de soutien logistique. Selon lui, la question des élections est un faux débat, une tromperie. Il a souligné que la MONUSCO a un travail à accomplir et que récemment, le département des affaires politiques des Nations unies est

arrivé en RDC il y a environ cinq à six mois. Un plan de travail a été convenu avec la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la MONUSCO est pleinement impliquée. Il a donc affirmé que toutes les déclarations contraires ne sont que bluff et mensonge.

Le gouvernement congolais ne souhaite pas prolonger le mandat de la MONUSCO, qui depuis son arrivée sur le sol congolais n'a pas réussi à mettre en œuvre pleinement sa mission de maintien de la paix. Le gouvernement estime que la MONUSCO n'a pas aidé les autorités congolaises à garantir l'intégrité territoriale du pays.

Felly LUYINDADIO



POLITIQUE



Pourquoi j'ai choisi la députation nationale aux législatives de 2023

Tribune de Me **Grâce Tshiunza Tantamika**,
candidat député national à la circonscription
électorale de Funa

Un des rares jeunes congolais qui se donnent corps et âme pour le changement des choses en République Démocratique du Congo, Grâce Tshiunza a été toujours victime de la lutte pour le changement. Sous Kabila Grâce Tshiunza a fait 3 fois ANR 2 fois DMIAP, 3 fois Camp Tshitshi et une fois la prison centrale de makala, tout simplement parce qu'il se battait et il se bat pour le changement de la situation sociale, économique, politique et en RDC. Grace Tshiunza Tantamika est président de l'ONG Dynamique IMPUNITE Zéro. Un des principaux acteurs d'alternance politique en RDC.

Il constate qu'après 5 ans d'alternance la situation est restée la même malgré la bonne foi du Président de la République Félix Tshisekedi Tshilombo. Après ses analyses, Grâce Tshiunza conclut que tant que les systèmes politiques de notre pays sera dominé à 96% des gens qui ont travaillé avec Mobutu, Laurent Desiré Kabila, et Kabila fils, qui cherchent à prendre aujourd'hui Félix Tshisekedi en otage dans l'Union Sacrée, rien ne pourra marcher dans ce pays. Cependant, il est grand temps de mettre en place un nouveau système politique et judiciaire pour que dans les prochaines 5 années qui viennent les congolais retrouvent son sourire car c'est possible avec la volonté et la détermination.

On ne peut rien attendre de la classe politique en place car les visages qui figurent sont de la majorité de ceux qui ont pillés et continuent à piller les caisses de l'Etat, ce sont des corrompus et des corrupteurs le pays ne peut jamais espérer de telles personnes.

C'est pourquoi j'ai décidé d'aller au parlement pour combattre les anti valeurs qui ont fait des congolais et congolaises prisonniers à ciel ouvert. Les congolais sont devenus esclaves dans leur propre pays à cause de la corruption et l'impunité qui règnent dans le chef de nos autorités. Detourneur c'est lui ministre, corrompus c'est lui qui est député, corrupteur c'est lui qui est sénateur, assassin c'est lui qui est gouverneur, violeur c'est lui qui est DG. Comment voulez-vous que le pays se développe dans un tel climat.

Je demande aux congolais de se préparer pour la rupture, il faudra cette-fois-ci doter les institutions du pays de nouvelles figures qui ont un profil des hommes et des femmes honnêtes. Dans 2 mois le peuple devra prendre ses responsabilités à mains il faut que ce peuple soit conscient de ses responsabilités.

Grace Tshiunza Tantamika, jeune leader de la République Démocratique du Congo et candidat potentiel à Funa.

gracetshiunza@gmail.com



L'espoir de
toutes les
femmes de
Kinshasa

MAGDALLAH

KASONGA

Mwana Soldat

Magdallah Kasonga,

la femme qui impacte positivement la société

Léontine Magdalah Kasonga est née à Kinshasa le 14 janvier d'une certaine année. Elle est la fille de Léon Richard Kasonga et Bernadette Dimuany.

Fille de militaire, elle a été profondément affectée par la situation de ses frères et sœurs, enfants de militaires et policiers. Avec d'autres membres, elle a décidé de créer une association, le Forum International des Enfants de Militaires et Policiers ou Gendarmes de l'Espace Francophone (FIEMPGEF), afin de rassembler les enfants de militaires et policiers. Cette initiative a vu le jour le 17 août 2020 dans la mythique salle du ministère des Affaires étrangères, avec la participation de nombreuses autorités politico-militaires. Magdalah Kasonga en est la coordinatrice internationale.

Animée par le sentiment de servir les siens, Léontine Magdalah Kasonga est également une ambassadrice universelle de la paix. À maintes reprises, seule ou en collaboration avec d'autres organismes, elle a posé des gestes de solidarité, allant jusqu'à encadrer de jeunes filles, enfants de militaires, lauréates des épreuves d'examen de l'année 2020.

Sensible à la situation sociale des enfants de militaires et policiers, Madame Léontine Magdalah Kasonga a plaidé en novembre 2020 auprès du Président de la République lors d'une consultation nationale qu'il avait initiée, exposant les problématiques de la jeunesse, et en particulier celles des dépendants de militaires et policiers. En tant que membre du Forum National de la Jeunesse (FNJ), elle a saisi l'occasion de la consultation menée par le Premier Ministre Jean Michel Sama Lukonde Kiange pour présenter une fois de plus son plaidoyer en faveur des frères et sœurs enfants de militaires et policiers.

En apportant son soutien indéfectible à l'armée dont elle se dit être la fille, elle a organisé, le 17 mai 2021, une marche de soutien aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) à l'occasion de la journée des forces armées congolaises.

Comme chaque année, avant la rentrée

scolaire, Léontine Magdalah Kasonga apporte sa modeste contribution aux familles de militaires et policiers du camp Kokolo, afin de soulager quelque peu leurs charges pour la rentrée scolaire.

Lors de l'incendie qui a ravagé plusieurs toits de familles dans le camp de Lufungula, elle n'a pas manqué d'apporter son soutien en y étant présente.

Grâce à ses nombreuses actions en faveur des enfants de militaires et policiers, elle a été surnommée «Mwana solda».

Dans le but de valoriser les familles dépendantes des militaires et policiers, Magdalah Kasonga, en tant qu'ambassadrice universelle de la paix et coordinatrice internationale des enfants de militaires et policiers ou gendarmes de l'espace francophone, a déposé sa candidature auprès de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) avec la bénédiction des épouses et enfants de militaires. Sa candidature a été déclarée recevable.

La CENI a rendu publique la liste définitive des candidats aux élections législatives. Magdalah Kasonga, candidate commune des épouses et enfants de militaires et policiers dans le district de Lukunga, obtient le numéro 167.

Magdalah Kasonga est parmi les personnes qui luttent pour la valorisation des familles dépendantes des militaires et policiers dans la société congolaise. Elle est candidate députée nationale pour le compte du Parti Agissons pour la République (AREP), de Guy Loando.

Magdalah Kasonga invite les familles dépendantes des militaires et policiers de la République Démocratique du Congo, en particulier de Lukunga à Kinshasa, à rester vigilantes pendant cette période électorale, afin de lutter contre toutes les valeurs négatives et de favoriser le développement de ce secteur.»

Heritier Lelo, CP

L'Église Mission Évangélique de Jésus-Christ au Congo en prière pour la Nation



Quelques jours après sa retraite de formation avec quelques cadres et membres de l'École des Formations de Leaders, la Révérende et Leader de l'Unité Bibiane Bénédiction a décidé d'organiser ensemble avec son église une prière pour la nation congolaise. Chose qui a été un succès le jour de ladite activité au siège de l'Église Mission Évangélique de Jésus Christ (M.E.JC.CO).

Et c'était sous l'onction de la servante de Dieu Biniane Bénédiction que cette activité a eu lieu mercredi 20 septembre 2023, une journée de prière dédiée spécialement pour la paix en RDC qui lutte contre les groupes armés à l'Est.

Après un moment de louange animé par le groupe gospel Bethléem Music, la place a été donnée à la prière d'ouverture conduite par Nelly Tshikala Charly, présidente des femmes de cette église.

Après avoir invoqué la présence du Saint-Esprit sur le lieu, elle a exhorté les femmes de M.E.JC.CO à prier pour « demander la justice du Seigneur contre la guerre » d'agression que subit la République démocratique du Congo. Une recommandation tirée du livre d'Esther 4 : 14.

Au moment de l'exhortation, la servante de Dieu, Pétronelle a, pour sa part, invité les femmes congolaises, en général, à se lever et se battre « **comme Déborah** » pour la cause de la Nation. « **Nous devons prendre la décision de prier pour notre Nation afin que Dieu prenne le devant du combat que livre le pays depuis des décennies et en sorte victorieux.... Là où les hommes ont échoué, étant des femmes, nous devons réussir** », a-t-elle dit pendant sa prédication.

À son tour, la Servante de Dieu Biniane Bénédiction, l'initiatrice de cette journée,

a prié ensemble avec l'Assemblée pendant plusieurs heures pour implorer la grâce de Dieu afin de sortir le pays hors de cette guerre qui a causé la mort de millions de congolais.

« Nous sommes venus ici pour implorer la présence de Dieu », a-t-elle affirmé avant de déclarer que « Femme, lèves-toi et pries pour ta Nation, car qu'aussi longtemps que mon pays sera agressé, je ne serai pas tranquille ».

Pour finir, la Révérende Biniane Bénédiction a invité les femmes de son Église à cultiver l'amour, à éviter la distraction ainsi qu'à se consacrer entièrement à Dieu comme l'avait fait « Déborah ».

TIEMS, CP





EVENEMENTIEL

A travers **E-proxy**, Jésus-Noël Sheke impose sa marque à Kinshasa

Dans le monde événementiel en République démocratique du Congo, on retrouve Jésus-Noël Sheke parmi ceux qui ont imprimé leurs marques. Patron de l'agence de communication et événementiel E-PROXY, Monsieur Sheke a au fil des années, inscrit son savoir-faire dans le panthéon de l'histoire de la RDC et du monde, en portant les plus grands événements du pays.

Les plus grands événements de cette année ont porté la signature de Jésus-Noël Sheke. À la grand-messe de Ndolo, le plus grand podium où ont été installés le Pape François et les autres officiels religieux a été conçu par l'agence E-PROXY.

Ensuite, l'évènement du stade des Martyrs où le successeur de Benoît XVI a échangé avec les jeunes, avec à la clé un podium géant. Une organisation saine et sobre, à la hauteur d'un Grand Congo soumis aux projecteurs du monde entier. Sans compter l'embellissement hors pair du Palais de la Nation où le Pape a rencontré le président Tshisekedi et plusieurs autorités du pays, comme le mentionne bien un article écrit par le média liberteactu.com

Il a été également derrière l'organisation des jeux de la Francophonie et la sortie officielle de l'union sacrée. Malgré toutes ses réalisations, il reste silencieux et ne bombe pas le torse. C'est alors que beaucoup le réclament, comme la journaliste Rachel Kitsita qui demande à ce que les panneaux publicitaires à son effigie s'élèvent dans tout Kinshasa pour reconnaître son mérite dans l'organisation des jeux de la Francophonie comme cela a été le cas avec Isidore Kwanja, directeur national du comité de l'organisation des jeux de la Francophonie. « Cher Sheke, vous avez aussi concrétisé la vision du Chef de l'Etat en étant à la tête de l'organisation de la visite du pape François et des Jeux de la Francophonie, et pourquoi n'avez-vous pas affiché votre nom sur des grands panneaux publicitaires comme Kwandja Ngembo », réagit à son tour Léo Kakese sur twitter.

Mais qu'est-ce qui nous intéresse de plus bel cette fois ? Ce sont ses paroles de motivation, comme on peut le lire sur ses réseaux sociaux.

« Dans la vie, aucun succès n'est jamais final, un échec n'est jamais fatal. C'est le courage de continuer qui compte... Pour augmenter votre taux de succès, vous devez augmenter votre taux d'échecs dit-on. Comme pour dire, pour pouvoir récolter, il faut accepter de se planter », écrit-il sur son compte twitter.

Par ces mots, le Patron de E-PROXY invite tout un chacun à continuer à croire en ses rêves, malgré les échecs de la vie qui peuvent survenir. Il l'explique encore mieux dans un post sur twitter le 23 septembre dernier.

« Il faut parfois livrer une bataille plus d'une fois pour la gagner... cest aussi ça de la résilience: notre capacité à rebondir face aux défis de la vie et aux difficultés imprévues, ce qui constitue une protection mentale contre les troubles émotionnels et mentaux », dit-il.

Pour lui, malgré le sombre moment que le Congo peut traverser, l'avenir du pays reste radieux et plein d'espoir, un espoir qui ne peut pas être déçu : « Pour l'avenir du Congo, le Congo de nos rêves, Il y a en nous u' espoir qui ne veut pas ê déçu... un espoir qui nous fait voir plus loin, croire en l'incertain et tabler sur demain, et pour ça, la RDC peut compter sur ses filles et fils.

Makanisi ya sika, pona Congo, Na Kin ya Sika ! »

Rappelons que Jésus-Noël Sheke est un expert en communication institutionnelle, consultant aux programmes de la Banque mondiale, ancien Directeur général adjoint à la Direction Générale de Publicité Extérieure de Kinshasa (DGPEK), ex-Directeur de cabinet adjoint du ministre du Tourisme, et ancien Directeur général du Site touristique de la N'sele, philanthrope par le biais de sa présidence des Initiatives pour une nouvelle ville de Kinshasa (INK).

Ben Tshokuta

JEUNESSE



Des cadres et jeunes étudiants réunis au tour de l'employabilité et la création d'emplois en RDC

Plusieurs professionnels des industries, experts, chercheurs, chercheurs d'emploi ainsi que des jeunes étudiants se sont réunis, ce samedi 30 septembre à Gombe, pour discuter des compétences clés nécessaires pour réussir dans le monde professionnel en constante évolution de la République Démocratique du Congo.

C'est en fait une conférence initiée par "Carrière Connect RDC", une plateforme qui « veut servir de pont entre des personnes qui ont de l'expérience et celles qui veulent avoir de l'expérience ».

Elle s'est déroulée au tour de deux thèmes répartis également sur deux panels. Le premier a porté sur le contexte de l'employabilité en RDC. Les panelistes ont analysé les différents défis auxquels fait face la RDC en matière d'employabilité, tout en proposant des pistes de solution pouvant développer des compétences spécifiques pour stimuler la croissance économique.

D'après Christopher Mukoka, en dehors de la compétence qui est nécessaire, il y a l'aspect vision qu'il faut prendre en compte. Dans le monde de l'emploi, il conseille l'apprentissage de la comptabilité avec tous les outils informatiques possibles. « Il faut au minimum avoir un fort en marketing

mais également la capacité à vendre et à se vendre, ceci va avec la capacité à convaincre avec la prise de parole et par écrit », dit-il.

Présent parmi les premiers panelistes, le député national, Garry Sakata, propose, lui, la réforme du système éducatif de la RDC qui « produit des diplômés qui sont plus des théoriciens que des praticiens ».

« Il faut commencer par la réforme, la norme, la loi, avant que les acteurs puissent travailler. Pour moi, les différentes normes doivent d'abord avoir un caractère général », fait-il savoir.

Cette même approche a été appuyée par le stratège économique, Al Kitenge, un autre paneliste qui propose à ce que l'État accorde plus de liberté aux universités de pouvoir recruter « sur base de critères rigoureux et punir seules les professeurs indisciplinés ».

Dans le deuxième panel sous le thème "Compétences du Futur : Répondre aux Besoins du Marché", il y a lieu de noter l'intervention de Olivier Fidami qui a invité les différents participants à développer la capacité à donner plutôt qu'à recevoir et à s'interconnecter afin d'avoir plus de chance de réussir dans la société. « Si aujourd'hui les réseaux africain, Vodacom, Airtel arrivent à s'interconnecter pourquoi pas nous ? Les hommes construisent trop de murs pas trop de ponts (...) Si vous rencontrez une personne qui peut changer votre

vie par exemple le président de la République, il faut avoir la capacité en quelques secondes d'avoir une accroche. Il faut poser votre problème à A+B, en peu de mots (...) C'est donc l'attractivité de Isaac Newton. En d'autres termes si vous voulez changer votre position actuelle, vous devez vous dire que vous êtes le seul responsable et il faut commencer par changer des personnes que vous voulez, des choses que vous voulez (...) », renchérit-il.

« Nous incitons les jeunes congolais à l'audace sur l'entrepreneuriat à sortir de leur zone de confort et aussi à créer des ponts avec les professionnels. Notre rôle est de le connecter avec les professionnels pour développer leurs compétences et pour être compétitive sur le marché d'emploi », a déclaré Me Grassinda Mabeluanga, cofondatrice de la structure Carrière Connect.

Après l'intervention d'autres panelistes et intervenants, s'en est suivie une série de questions-réponses. Et dans son mot de la fin, David Fidami, co-fondateur de Carrière Connect RDC a rassuré que la plateforme devra poursuivre avec d'autres activités et formations gratuites dans le but de donner plus de compétences aux jeunes qui se lancent dans le marché de l'emploi mais aussi aux autres travailleurs et employeurs qui veulent se perfectionner.

Ben Tshokuta



78E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Félix Tshisekedi se présente en panafricaniste

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a tenu sa 78e Assemblée générale du 19 au 23 septembre 2023 à New York, aux États-Unis. Cet événement a réuni les chefs d'État de plus de 150 pays membres de cette organisation internationale. Le débat général de cette année était axé sur la paix et la sécurité dans le monde, avec en toile de fond le conflit entre la Russie et l'Ukraine, les enjeux climatiques et la question de la pauvreté mondiale.

Pendant près d'une semaine, tous les chefs d'État et de gouvernement ont pris la parole à la tribune de l'Assemblée générale pour présenter leurs discours, axés sur le thème général de l'année ainsi que sur les questions spécifiques de leurs pays respectifs.

Le mercredi 20 septembre, lors du deuxième jour du débat général, le Président Tshisekedi a prononcé son discours. Il s'agissait de sa quatrième allocution consécutive depuis son élection à la présidence de la République démocratique du Congo.

Dans son discours devant l'Assemblée des Nations Unies, le chef de l'État congolais s'est présenté en tant que panafricaniste, mettant l'accent sur l'unité et le bien-être des peuples de toute l'Afrique, tout en démontrant sa maîtrise des questions internationales. En effet, Félix Tshisekedi a commencé par exprimer sa compassion envers le peuple libyen et marocain, victimes de récentes catastrophes naturelles. Il a rappelé à l'ONU la nécessité de sa mission de protéger tous les pays membres de l'organisation.

Voici un extrait de son discours :

« Pendant que se tient ici la 78e Assemblée générale des Nations Unies, le peuple marocain n'a pas encore fini de pleurer ses victimes, ni de guérir ses plaies suite aux puissants tremblements de terre survenus dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 septembre en cours, causant la mort de plus de 3000 Marocains,

blesant au moins 5000 personnes et détruisant plusieurs villes et localités du Royaume. De même, les Libyens ne sont pas encore sortis du traumatisme des inondations qui ont coûté la vie à plus de 20 000 personnes et provoqué d'énormes dégâts matériels », a-t-il déclaré.

Le Président Tshisekedi a salué la mobilisation de la communauté internationale pour secourir ces peuples frères du Royaume du Maroc et de la Libye. Il a exprimé toute sa compassion, sa solidarité et a souhaité un prompt rétablissement à tous les blessés victimes de ces deux calamités naturelles.

Le chef de l'État congolais a également souligné devant l'Assemblée générale de l'ONU que « le maintien de la paix et de la sécurité internationale constitue le fondement et l'objectif primordial de la création de l'Organisation des Nations Unies. Cela nécessite une détermination et un engagement plus forts de la part de tous face à toute menace à la paix et à la sécurité dans le monde ».

Il a ajouté : « Les peuples africains ne comprennent souvent pas l'attitude équivoque, la politique de deux poids deux mesures, les ambiguïtés et les tergiversations de notre organisation, en particulier de son Conseil de sécurité, face à certaines crises politiques et sécuritaires qui sévissent en Afrique depuis parfois plusieurs décennies. C'est notamment le cas de la crise oubliée du Sahara occidental, qui divise deux pays frères, l'Algérie et le Royaume du Maroc, et qui dure depuis plusieurs décennies », a-t-il souligné.

Le Président Tshisekedi s'est également montré préoccupé par la situation actuelle au Mozambique et au Soudan. À propos du Mozambique, pays victime d'attaques terroristes meurtrières dans la province de Cabo Delgado depuis une dizaine d'années, il a déploré le départ des troupes de l'ONU qui étaient autrefois l'espoir de tout un peuple.

Ensuite, Félix Tshisekedi s'est exprimé sur la situation en Afrique de l'Ouest, plus précisément dans la région du Sahel-Saharien. Il a déploré le retrait des troupes des Nations Unies, laissant derrière elles une impression d'inachèvement alors qu'elles représentaient l'espoir de libération des peuples des pays concernés des griffes du djihadisme. Il est crucial de souligner les défis persistants auxquels cette région est confrontée en termes de sécurité et de stabilité, et que la communauté internationale doit continuer à soutenir les efforts visant à lutter contre le terrorisme et à promouvoir la paix.

Félix Tshisekedi a également manifesté son étonnement face à l'indifférence de la communauté internationale à l'égard de la guerre civile meurtrière au Soudan, qui oppose depuis l'année dernière les forces loyalistes du président Abdel Fatah Al Buran aux forces paramilitaires du soutien rapide sous le commandement du général Mohamed HamdayDagalo. Cette guerre a déjà causé de nombreuses pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels. Le président Tshisekedi a déploré le manque d'attention de la communauté internationale face à cette tragédie soudanaise. Il est crucial que des mesures soient prises pour mettre fin à cette violence et engager des efforts de reconstruction afin de rétablir la stabilité et la paix dans la région.

Par ailleurs, le président Tshisekedi a abordé la question des élections au Zimbabwe et a appelé à la levée des sanctions contre ce pays. Les élections constituent un moment critique pour les pays en transition démocratique, et il est important que ces processus électoraux soient libres, justes et transparents. Cependant, il convient de noter que les sanctions internationales peuvent avoir des effets complexes, et leur levée doit être évaluée avec prudence en tenant compte de la situation politique et des droits de l'homme dans le pays concerné.

Le président Tshisekedi a également souligné l'importance d'aborder la question du retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans le cadre de la consolidation de la paix en Afrique. La MONUSCO est présente en RDC depuis de nombreuses années pour soutenir la stabilisation et la sécurité dans le pays. La question du retrait de la MONUSCO doit être abordée de manière réfléchie, en veillant à ce que le pays puisse assumer la responsabilité de sa propre sécurité tout en maintenant les progrès réalisés en matière de consolidation de la paix.

Dans le contexte du réchauffement climatique, le président Tshisekedi a proposé la création d'un marché carbone équitable, permettant d'attribuer une valeur économique au carbone et d'encourager la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est une proposition importante dans la lutte contre le changement climatique, qui pourrait favoriser une transition vers des économies plus durables et résilientes en Afrique et dans le monde.

Enfin, il est intéressant de noter que ce discours de Tshisekedi à l'ONU est intervenu à quatre mois de la fin de son premier mandat présidentiel et à deux mois du début de la campagne présidentielle de décembre 2023, selon le calendrier électoral publié par la Commission électorale nationale indépendante de la République démocratique du Congo. Ces éléments temporels ajoutent une dimension politique à son discours, alors qu'il aborde des questions essentielles pour l'Afrique et le monde.

Elohim MFINDA

**RAWSUR
ASSURANCES,
c'est SÛR !**


RAWSUR
Assurances
C'est sûr !

ET SI LES CHAUFFEURS ET RECEVEURS DE KINSHASA CHANGEAIENT DE MENTALITÉ ?



La République démocratique du Congo, un pays aux dimensions continentales, regorge de richesses, de talents et d'atouts. Cependant, les congolais, habitants du pays, semblent ne pas aimer leur propre pays. Chacun tire la couverture à soi tout en critiquant les dirigeants.

La rédaction de La Tribune Plus s'est

penchée sur la situation de la mobilité dans la ville-province de Kinshasa. Malgré la présence d'agents de régulation routière, la situation du transport est catastrophique. Sur le terrain, le désordre est bien enraciné. Les responsabilités sont partagées : d'un côté, les conducteurs conduisent de manière irresponsable, de l'autre, les chauffeurs et receveurs créent des embouteillages monstres.

Les passagers ne savent plus vers qui se tourner pour se plaindre, et même lorsque la plainte est soumise, il est rare qu'elle soit suivie d'une réponse satisfaisante.

Une situation très préoccupante

La ville-province compte des dizaines

de millions d'habitants. Pour de nombreux habitants, le principal moyen de subsistance est le « commerce », seuls quelques-uns travaillent dans les administrations publiques et privées. Se déplacer pour se rendre au travail est devenu un casse-tête. Attraper un bus, un taxi-bus ou un taxi-moto relève du défi. À l'arrêt Victoire, il faut arriver tôt le matin pour pouvoir prendre un bus se



rendant à ISC pour 500 francs congolais (FC) ; plus tard dans la journée, cette même distance sera facturée 1000 FC.

Certains témoignent de la situation : « Nous sommes obligés de nous réveiller tôt pour attraper un bus à 500 FC. Nous ne savons pas si nos autorités urbaines sont conscientes de ce qui se passe dans la capitale. Comment une

même distance peut-elle être facturée à trois prix différents ? », s'interroge un passager. « Nous attendons aux arrêts de bus, parfois les conducteurs agissent de manière incorrecte, mais les agents de régulation se contentent de demander de l'argent », renchérit-il.

Par ailleurs, les chauffeurs semblent mener une vie facile ; ils ne sont ni interpellés ni inquiétés. Un chauffeur exprime son mécontentement face aux tracasseries causées par les agents de régulation routière : « Les roulages ne se préoccupent que de leur propre profit lorsqu'ils vous interpellent », déplore PoroDido, ajoutant : « Comment peut-on facturer le transport à un prix dérisoire alors que le litre de carburant se négocie à près de 3000 FC ? Les agents chargés de maintenir l'ordre dans ce secteur ne font que nous arrêter et nous retenir pendant un certain temps. Une fois libérés, nous devons payer des amendes (150 000, 200 000, 300 000 FC, voire même 500 000 FC). Je ne peux pas travailler en subissant une telle perte financière ».

Les constatations sur le terrain sont alarmantes. La nuit, la même distance est facturée 1500 FC. Pour les trajets depuis la Victoire jusqu'à la Gombe (fonction publique), les plaintes des passagers se multiplient. De la Gombe à Debonhomme, le prix est triplé (3000 FC) voire quadruplé (4000 FC). Pour se rendre de Petro-Congo à ISC, le tarif est de 2500 FC, selon les passagers. Pour aller du grand marché à l'UPN, le tarif est de 2500 FC le matin et de 3000 à 3500 FC l'après-midi et la nuit. Quitter la ville pour se rendre à Kingasani varie en fonction des heures avec un prix de 2000 FC le matin, 2000 FC l'après-midi et 4500 à 5000 FC la nuit. Le coût est basé sur la distance parcourue. De la ville à Limete, le prix est de 2000 FC, selon la volonté des chauffeurs et receveurs empruntant cette route.

Au vu de ce qui précède, le phénomène de demi-trajet devient de plus en plus courant dans chaque arrêt de bus. Un bus transportant des passagers jusqu'à DGC peut s'arrêter à mi-chemin, voire inventer une panne afin que tous les passagers descendent du bus. La contribution du gouverneur de la ville Depuis sa prise de fonction en avril 2019 en tant que gouverneur de la ville-

province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka n'est pas resté silencieux et impassible face aux agissements des chauffeurs et receveurs dans la ville qu'il gouverne. Afin de soulager la population kinoise des difficultés liées au transport, l'ancien gouverneur de la province de Mai-Ndombe a publié un arrêté le 22 mars de cette année, fixant les tarifs des transports en commun et les itinéraires officiels à travers toute la ville-province de Kinshasa. Cet arrêté précisait les prix à payer par les passagers et les itinéraires officiels, avec des modalités spécifiques pour les bus, les minibus, les taxi-bus, les bus Esprit de vie et les taxis collectifs.

Pour les trajets jusqu'à Kinkole-Commune, le prix est passé de 800 FC à 1 000 FC. De Zando (marché central) à Kingasaniyasuka, le prix est fixé à 1 500 FC au lieu de 1 000 FC, et de UPN à 1 500 FC au lieu de 1 000 FC. Pour les trajets vers Matadi Kibala, N'Djili Ste Thérèse, Masina Petro Congo, Delvaux, Lemba, Matete, Marché Gambela ou MakalaNgunza, le tarif est de 1 000 FC au lieu de 800 FC.

En outre, l'arrêté du gouverneur comportait quelques règles à respecter tant pour les conducteurs que pour les passagers. Chaque conducteur de bus ou de taxi collectif devait afficher les tarifs à l'intérieur de son véhicule.

Où en sommes-nous avec cette mesure ?

Depuis sa publication, l'arrêté du gouverneur de la ville-province de Kinshasa ne semble pas être respecté par les personnes concernées. Les prix du transport varient d'un jour à l'autre, et la population kinoise ne sait plus à qui se fier. Certains jours, les arrêts de bus sont déserts, obligeant les gens à parcourir de longues distances à pied. Aucune interpellation n'est faite par les chauffeurs et les receveurs. Clément KABOBO

SECURITE



Insécurité grandissante aux quartiers Bibwa, Singa Inga et B.A.T à N'sele

La ville de Kinshasa en République démocratique du Congo fait face depuis un certain temps à une augmentation de l'insécurité, principalement marquée par une recrudescence du phénomène Kuluna et de la criminalité. Les quartiers de Bibwa, Singa Inga et B.A.T. dans la commune de N'sele sont particulièrement touchés, où une insécurité grandissante sévit depuis la fin du mois d'août. Des individus armés, non identifiés, rendent visite aux résidents de ces quartiers pendant la nuit.

Selon les témoignages recueillis par la rédaction de La Tribune Plus Mag, les habitants de ces quartiers subissent à plusieurs reprises des vols et autres abus, notamment des agressions sexuelles à l'encontre des femmes.

« Des assaillants armés de machettes et d'armes à feu opèrent autour de 1h, 2h et 3h du matin dans différents quartiers. Ils extorquent, cambriolent et agressent la population. Cette situation se détériore de jour en jour et a fait de nombreuses victimes », a confié un habitant du quartier Bibwa à notre rédaction.

Il ajoute : « Notre voisin a été victime il y a environ 3 semaines. La semaine dernière, un père de famille qui est aussi mon collègue de travail a également été victime d'une agression. Ils ont tout emporté. Une amie qui vivait à Singa Inga a déménagé avec sa famille à Bibwa pour s'éloigner de la zone rouge, car ses voisins ont été victimes de cambriolages et d'agressions sexuelles ».

« Ce phénomène, déjà fréquent dans la vieille ville province de Kinshasa

qui abrite de nombreux quartiers, ne cesse d'accumuler les cas de vols, de cambriolages et de meurtres perpétrés à l'encontre d'une population civile sans défense », déplore une femme sexagénaire.

Les habitants de cette partie de la capitale, terrifiés par ces événements, ne savent plus à qui se fier. Ils demandent cependant l'intervention des autorités de l'État, notamment par le biais des services de police, et proposent quelques mesures pour rétablir la tranquillité dans la région.

« La mise en place d'un numéro vert et la sensibilisation sur son existence, ainsi que l'apprentissage de son utilisation en cas d'urgence. Augmenter les effectifs dans les sous-commissariats. Souvent, ils disent : « Je ne peux pas venir car je suis seul au sous-commissariat ». Créer d'autres sous-commissariats dans les zones sensibles. Organiser des patrouilles de jour et de nuit, fournir aux agents de police des véhicules efficaces pour leurs interventions, et mettre en place un système radio opérationnel et permanent ainsi qu'un numéro vert gratuit », propose un jeune résident du quartier Singa Inga, âgé d'environ 25 ans.

Des mesures pour renforcer la sécurité Face à la recrudescence de la délinquance et de l'insécurité urbaine à Kinshasa, le gouvernement congolais a pris des mesures fermes pour lutter contre ce fléau. Des arrestations massives, des bouclages et des actions visant à renforcer la sécurité routière sont mises en place pour rétablir la tranquillité dans la capitale. Il est essentiel que ces mesures soient accompagnées d'efforts continus de sensibilisation et de réhabilitation afin de s'attaquer aux causes profondes de la délinquance juvénile. Le

gouvernement est déterminé à mettre un terme à cette vague d'insécurité et à assurer la protection des citoyens.

Le Premier ministre, Jean-Michel SamaLukonde, a réaffirmé la volonté de son gouvernement d'éradiquer ce fléau et continue de donner des instructions claires aux autorités compétentes.

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières, Peter Kazadi, a annoncé il y a plus de deux semaines que des vagues d'arrestations seraient menées pour neutraliser les criminels responsables des enlèvements et autres actes de délinquance. Les services de sécurité ont reçu pour instruction de travailler en étroite collaboration avec la population afin de recueillir des informations précieuses et d'intervenir rapidement.

Les bouclages organisés dans plusieurs quartiers de Kinshasa visent à resserrer l'étau autour des criminels et à renforcer la sécurité dans ces zones.

En parallèle, le gouvernement met en place des actions de sensibilisation pour lutter contre le phénomène des Kuluna. Les Kuluna sont des jeunes délinquants impliqués dans diverses activités criminelles, telles que le vol, l'agression et le trafic de drogue. L'objectif de ces actions de sensibilisation est de conscientiser ces jeunes à abandonner leurs pratiques criminelles et de les encourager à suivre une voie plus positive et productive.

Elohim MFINDA

Face aux rebelles, les FARDC sont appelées à utiliser la même force que lors du carnage à Goma

Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), qui ont fait preuve d'efficacité et de puissance lors de leur intervention militaire le 30 août 2023 à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, pour repousser les manifestants demandant le départ de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo et de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (EAC) du sol congolais, sont invitées à adopter le même comportement qui leur a permis de tuer une cinquantaine de civils lors de cette opération. Ce message a été lancé par les Congolais vivant dans l'est du pays.

Lors de l'émission « Appel sur l'actualité » sur Radio France Internationale (RFI), les habitants de cette région ne cessent de condamner cette représentation sanglante et dénoncent le fait que l'armée congolaise ne fait toujours pas preuve de fermeté face aux groupes armés qui sévissent dans le pays, mais déploie toutes ses forces pour réprimer les civils qui revendiquent leurs droits. Un auditeur de la ville de Goma, dont l'intervention a été soutenue par plusieurs Congolais réagissant à l'émission, déclare : « Nous en avons marre de notre armée (...) Face aux rebelles qui nous tuent jour et nuit, elle ne fait rien, mais face à nous, la population, elle montre sa force... Si elle pouvait utiliser la même force qu'elle nous a montrée lors du carnage, même face aux rebelles, ce serait une excellente chose ».

Après cet événement tragique qui a touché l'ensemble du territoire national, le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike, porte-parole de l'armée au Nord-Kivu, a déclaré qu'une vingtaine de manifestants arrêtés jouaient le jeu de l'ennemi

et étaient manipulés, voire drogués. Quelques jours après ce carnage, le général Constant Ndima, gouverneur militaire du Nord-Kivu, a été convoqué à Kinshasa pour consultation sur la répression sanglante. La Commission interministérielle chargée de suivre cette situation, qui avait rappelé le gouverneur, a pris différentes mesures, rendues publiques dans un communiqué de presse lu par le ministère de la Communication et des Médias. Ces mesures annonçaient notamment la suspension de deux officiers supérieurs de la Police nationale congolaise et leur convocation à Kinshasa. Il s'agit du commissaire supérieur principal Bongo Wifema José, commandant des opérations de la ville de Goma, et du commissaire supérieur Luna Kimanga Martin, commandant du renseignement dans la ville de Goma.

Il convient de noter que six militaires, dont deux officiers de la Garde Républicaine, ont été arrêtés et sont jugés devant le tribunal militaire de Goma. Ils sont notamment accusés de crimes contre l'humanité, de meurtre et de destruction d'armement lors de la répression d'une manifestation de la secte Wazalendo contre la MONUSCO le 30 août dernier.

Après la répression sanglante, le temps est venu des enterrements

Comme prévu, le gouvernement congolais a procédé, le lundi 18 septembre, à l'inhumation des manifestants tués par l'armée congolaise lors de leur protestation contre la MONUSCO et l'EAC. Malgré ce geste bienveillant des autorités congolaises, plusieurs familles n'ont pas retrouvé les corps de leurs proches. Sur une cinquantaine de personnes tuées, seuls 38 corps ont été retrouvés et mis en terre, ce qui a suscité le mécontentement des familles dont les corps n'ont pas été



retrouvés.

Le député national Jean-Baptiste Muhindo Kasekwa, qui a lui-même confirmé la disparition de plusieurs corps, a dénoncé le traitement « inhumain » infligé à la population de la ville de Goma. Il déclare : « L'identification des corps a été empêchée. Une mère qui a perdu



ses deux enfants n'a même pas été reçue au gouvernorat pour pleurer ses disparus. Son mari est arbitrairement détenu à la prison centrale.

« Une autre mère est détenue à la prison de Munzenze. Son mari et son fils ont été enterrés pendant qu'elle était en détention. Nous avons vu 38

corps, mais où sont les autres ? », s'est-il interrogé, affirmant qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité. Selon des témoignages recueillis devant la Cour militaire, la garde républicaine serait responsable de ce massacre », a déclaré l'élue de Goma.

Avec ces trois piliers qui font défaut, Kinshasa reste toujours en marge de

son espace géopolitique, incapable de se comporter comme un acteur des relations internationales ».

Felly LUYINDADIO

Votre partenaire de confiance

pour une protection sans
compromis



RAWSUR
Assurances
C'est sûr !

LATRIBUNEPLUS MAGAZINE

www.latribuneplus.net



LATribunePlus

MENSUEL D'INFORMATIONS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO / WWW.LATribunePlus.NET / DISPONIBLE A KINSHASA



Le président du sénat, au lieu de protéger son collègue...

David Alexandre Ashue, l'homme ambitieux

Barbara Kanam appelée à donner un nouvel élan à la culture...

Samuel ROLAND LUKUSA

le jeune stratège de l'épargne, l'investissement et l'entrepreneuriat



LA TRIBUNE PLUS

MENSUEL D'INFORMATIONS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO | WWW.LATribunePlus.NET | DISPONIBLE A KINSHASA

DISPONIBLE EN RDC



Me Dorothee MADIYA

la pièce maîtresse de l'AREP de Guy Loando



LA TRIBUNE PLUS

MENSUEL D'INFORMATIONS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

BAHATI LUKWENO, L'ANIMAL POLITIQUE QUI ATTENDRA LE JOUR

SOLANGE MASUMBUKO SALUE LES AVANCEES DEJA ENREGISTREES DANS LE PROCESSUS ELECTORAL

Félix Tshisekedi, le discours de l'unanimité



LATribunePlus

LA CENI ASSURE ET RASSURE

LATribunePlus

MENSUEL D'INFORMATIONS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO / WWW.LATribunePlus.NET / DISPONIBLE A KINSHASA



IGF, la bête noire des criminels financiers

Alain Daniel Shekomba propose une série de réflexions stratégiques pour la sortie de crise à l'Est

Entre pression et planification, l'opération coup de poing choisit son allié

Hausse quotidienne des prix des produits de première nécessité à Kinshasa

Les Kinois crient au secours



LATribunePlus

MENSUEL D'INFORMATIONS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO / WWW.LATribunePlus.NET / DISPONIBLE A KINSHASA



■ Cornelle Nangaa, très bavard?... (5)

■ Jean-Jacques Lumumba, entre l'exil et le panafricanisme... (8)

■ Lorsque la politique tue le pays, Tribune de Matata Ponyo, ... (28)

■ Mission accomplie au ministère du GFAE, Gisèle Ndaya face à... (26)

Me Josué KILOLO,

la voix de la jeunesse congolaise à l'AUYA

ABONNEMENT TRANS-ACADEMIA



Forfait 3 jours : 2 Courses par jour à 2250 Fc

Forfait 3 jours : 4 Courses par jour à 4500 Fc

Forfait 7 jours : 2 Courses par jour à 5250 Fc

Forfait 7 jours : 4 Courses par jour à 10.500 Fc

Forfait 14 jours : 4 Courses par jour à 21.000 Fc

Forfait Mois : 6 Courses par jour à 58.500 Fc



TRANS-ACADÉMIA,
Transport de l'avenir!

www.trans-academia.cd